

Article Paru dans la revue française FUTURIBLES, de juillet-août 2007, n° 332

## La fracture Orient-Occident : une vision binaire et explosive du monde

Georges Corm\*

*Introduction : Le XXIème siècle et le retour à la politique des blocs antagonistes*

Dans les imaginaires des sociétés monothéistes d'Occident et d'Orient, la Méditerranée est très souvent perçue comme une ligne de fracture majeure entre le monde chrétien et le monde musulman. Quelque peu effacée, durant la Guerre froide, au profit de la fracture Est-Ouest séparant le monde communiste de celui des sociétés démocratiques, elle semble refaire surface avec force. Cette division opposerait, hier comme aujourd'hui, une méditerranée chrétienne et son prolongement dans le continent européen et le monde atlantique d'un côté, et une méditerranée musulmane avec ses prolongements en Asie mineure et centrale, mais aussi dans la péninsule indienne, d'un autre côté. La popularité acquise, depuis la fin de la Guerre froide, dans tous les milieux orientaux ou occidentaux par le concept de guerre des civilisations, des valeurs, des religions, n'est-elle pas la meilleure preuve de la réalité profonde et incontournable de cette ligne de fracture qui apparaît, enfin, au grand jour, dans sa réalité la plus crue ?<sup>1</sup>

En fait, tout dans notre environnement quotidien nous laisse envisager l'inéluctabilité d'une guerre encore plus généralisée que ne l'est aujourd'hui celle que mène l'armée américaine et quelques contingents militaires alliés en Afghanistan et en Irak contre le « terrorisme ». Pour le discours politique ambiant justificatif de cette guerre, il convient de préserver des valeurs des sociétés démocratiques, qui seraient menacées, tous les jours un peu plus, par un « islamo-fascisme » qui se révèle comme un ennemi redoutable de l'Occident judéo-chrétien et démocratique<sup>2</sup>. L'image inverse est répandue en Orient musulman. Les attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis, si graves et sanglants qu'ils aient été, ne peuvent justifier l'invasion de deux pays musulmans, même si certains gouvernements de pays qui se disent « musulman » ont acquiescé à la logique des interventions américaines. Pour de nombreux citoyens des pays arabes ou d'autres pays musulmans, le déploiement de force des gouvernements occidentaux et l'occupation de l'Afghanistan et de l'Irak renouvellent l'esprit de Croisade qui a animé autrefois les sociétés chrétiennes d'Europe, mais aussi la grande

---

\* Georges Corm, ancien ministre des Finances du Liban, est Professeur à l'Université Saint-Joseph de Beyrouth et consultant économique et financier. Il est l'auteur de divers ouvrages sur l'histoire du Proche-Orient et de ses relations avec l'Europe, dont *Le Proche-Orient éclaté*, Folio/histoire, 2005 et *L'Europe et l'Orient. De la balkanisation à la libanisation, histoire d'une modernité inaccomplie*, La Découverte, Paris, 2002).

<sup>1</sup> Il n'est pas inutile de rappeler que l'origine de cette fracture est à rechercher, non dans l'apparition de l'islam, mais dans la cassure de l'empire romain puis de l'Eglise chrétienne en deux empires et églises opposées d'Occident et de d'Orient.

<sup>2</sup> C'est le thème de très nombreux discours du Président George W. Bush et des principaux ténors néo-conservateurs. Le discours américain sur les groupes terroristes benladenistes fait croire qu'Oussama Ben Laden disposerait d'armées aussi imposantes que celles de Hitler ou de Staline, qu'il voudrait rétablir un Califat qui englobe tous les musulmans pour se lancer à la conquête militaire de l'Occident.

poussée coloniale du XIX<sup>ème</sup> siècle, ayant entraîné à cette époque l'occupation de pratiquement l'ensemble du monde musulman.

Bien plus, le malentendu central dans la construction de cette fracture reste l'émergence de l'Etat d'Israël et ses conquêtes territoriales depuis 1948, ainsi que l'extension permanente des colonies de peuplement. Les sociétés européennes, traumatisées par la série de persécutions anti-sémites, puis par le génocide des communautés juives d'Europe aux mains du régime nazi, ne comprennent pas que les Arabes n'éprouvent pas le même sentiment qu'eux à l'endroit de l'Etat d'Israël. La naissance de cet Etat qui se définit par la judéité de ses citoyens est, en effet, perçue par la sensibilité européenne et américaine comme une nécessaire réparation des persécutions subies, un accomplissement de l'histoire tourmentée et cruelle du judaïsme. Aussi, l'existence d'une résistance arabe multiforme dès les débuts du Mouvement sioniste, lui apparaît-elle comme un phénomène particulièrement aberrant et irrationnel, qui relèverait de l'anti-sémitisme le plus féroce, tel que l'Europe a pu le pratiquer autrefois. L'appui direct, et pratiquement sans restriction, qu'il soit financier, militaire ou moral, que les puissances occidentales, Etats-Unis en tête, accordent à Israël, confirme bien dans la psychologie collective des Arabes et des musulmans, la perception d'une renaissance de l'entreprise « croisée », menée cette fois de façon commune entre le christianisme et le judaïsme contre l'islam<sup>3</sup>.

### Violence guerrière et terrorisme

Ainsi, la fracture entre ces deux mondes donne-t-elle lieu aujourd'hui à des guerres et des éruptions de violence qui vont en s'amplifiant et qui rappellent de plus en plus celles qui ont caractérisé la Guerre froide (guerre de Corée, guerre du Vietnam, crise de Berlin, crise de Cuba, etc...). Les efforts iraniens en matière de production d'uranium enrichi peuvent donner les mêmes frissons de peur d'un éventuel usage de l'arme atomique entre les deux blocs antagonistes, que ceux qui ont accompagné l'introduction de missiles balistiques soviétiques à Cuba en 1961. En fait, la situation actuelle est caractérisée par une coexistence de situations que l'on peut qualifier de Guerre froide et de guerres chaudes (telles que les invasions de l'Afghanistan et de l'Irak), mais aussi d'explosions de violence militaire soudaine, comme au cours de l'été 2006, lorsque l'armée israélienne, en représailles à l'enlèvement de deux de ses soldats par le Hezbollah libanais, bombarde durant 32 jours le territoire libanais par terre, par mer et par air. En Palestine, le conflit que provoque la perpétuation de l'occupation israélienne et les attaques armées des mouvements de résistance se réclamant de l'islam, n'en finit plus de durer. Il peut certes être qualifié de conflit à basse intensité, mais sa valeur hautement symbolique, comme l'un des grands épicycles de la fracture, lui confère un statut spécial.

Enfin, le terme de « terrorisme » sert désormais d'étiquette pour désigner tous les actes violents commis contre des occidentaux ou des israéliens par des groupes se réclamant de l'islam. Ce phénomène, qui fait l'objet de bien peu d'analyses, ne serait-

---

<sup>3</sup> Sur ce point voir notre contribution « The West versus the Arab World : Deconstructing the Divide » dans l'ouvrage collectif *Conflicts and Tensions*, sous la direction de Helmut ANHEIR et de Yudishtir Raj ISAR, The Culture and Globalization Series, Volume 1, Sage Publications, Londres, 2007 où nous analysons la fracture non point en tant que choc de civilisation, mais comme le résultat de mémoires historiques différentes du fait de traumatismes non partagés dans certains cas et d'autres plus spécifiquement contradictoires.

ce que pour distinguer ses différentes natures et manifestations, est devenu l'élément central aussi bien dans la politique des gouvernements occidentaux, que dans celle des Nations Unies. Il est considéré comme la plus grande menace pour l'avenir de l'humanité et la paix du monde. Ceci est très clairement exprimé dans le rapport du Secrétaire général des Nations Unies, intitulé *In Larger Freedom. Towards Development, Security and Human Rights for All* (Document A/59/2005) sur une réforme du système de l'organisation internationale. Ce document a été présenté au sommet des chefs d'Etat tenu lors de la session de l'assemblée générale de septembre 2005. Cette magnification du danger terroriste, comme menace unique et centrale sur le devenir de l'humanité a d'ailleurs servi de justification aux deux grandes guerres chaudes de l'après-Guerre froide (Afghanistan et Irak). Il a entraîné aussi de nombreuses atteintes aux libertés individuelles, plus particulièrement aux Etats-Unis, atteintes peu compatibles avec les progrès réalisés dans la protection de ces libertés par le développement des conceptions de l'Etat de droit en Occident. Il cristallise une islamophobie qui s'étend un peu partout dans le monde et aggrave les crispations identitaires dans les sociétés monothéistes musulmanes, chrétiennes et juives.

#### La dangereuse vision binaire du monde par des imaginaires enflammés

Deux mondes, deux méga-identités<sup>4</sup>, apparaissent désormais irréductiblement dressés l'un contre l'autre. Le monde euro-atlantique dont la pointe avancée est l'Etat d'Israël, espace quasi-sacralisé dans la conscience occidentale d'un côté, et le monde musulman méditerranéo-asiatique qui, non seulement le voisine directement, mais dispose désormais de nombreuses communautés implantées au cœur de ce monde, d'un autre côté. Ces communautés ont été constituées à la faveur de la colonisation, puis de la décolonisation, puis du fait des besoins de main d'œuvre bon marché dans le cadre de la reconstruction de l'Europe ou de la politique d'immigration américaine. Elles continuent d'enfler aujourd'hui sous l'effet de la globalisation économique et de l'appauvrissement des millions de ruraux des pays musulmans qu'elle entraîne. Elles sont perçues dans les pays d'accueil comme un danger, des cinquièmes colonnes potentielles dans la nouvelle guerre de « civilisation » qui succède à l'ancienne Guerre froide ; pour les membres de ces communautés, comme pour les sociétés dont elles sont issues, les musulmans, hors de chez eux, sont désormais victime de discriminations et de préjugés qui s'inscrivent naturellement dans l'hostilité grandissante et réciproque des deux nouveaux blocs.

Cette vision binaire pessimiste du monde par laquelle s'est ouverte le XXIème siècle et qui n'en finit plus d'enfler, peut-elle être apprivoisée et réduite ? Peut-on déconstruire les contentieux, imaginaires ou réels, qui sont de plus en plus véhiculés par les médias, les recherches académiques, les décideurs et faiseurs d'opinion, afin de construire un monde plus stable et moins violent ? Ou bien allons-nous fatalement vers de plus en plus d'affrontement et de violences, préfigurant des guerres bien plus massives et mortelles que celles qui ont éclaté avec le tournant du siècle ?

Les réflexions présentées ici sont un effort de remise en ordre et de classification des problèmes et des contentieux différents qui agitent et organisent la dynamique des deux mondes supposés opposés et dont nous avons tracé les contours dans cette

---

<sup>4</sup> Sur la question des mega-identités, voir Georges CORM, *Orient-Occident. La fracture imaginaire*, La Découverte, Paris 2002.

introduction. Le fait que les modes de perception contradictoires des causes des conflits, tels que nous les avons sommairement décrits, aient leurs racines dans des mémoires historiques sur lesquelles se sont bâtis des imaginaires et des récits d'ordre mythologiques, rend la tâche encore plus ardue.

L'imaginaire peut, en effet, devenir encore plus redoutable que la réalité objective et profane. L'explosion des deux guerres mondiales précédentes est bien la preuve du rôle que jouent les imaginaires dans la mise en place des causes des conflits géants, car leur l'origine est à trouver dans le conflit des imaginaires des cultures politiques européennes antagonistes depuis la Révolution française et les contre-révolutions qu'elle a suscitées. Aussi, le monde peut-il apparaître aujourd'hui à la veille d'un conflit majeur de même envergure que les précédents, lorsque les excès des imaginaires nationaux enflammés, puis ceux des imaginaires idéologiques et raciaux, ont provoqué à vingt ans d'intervalle des dizaines de millions de morts sur divers continents.

Nous passerons ici en revue successivement les cinq sources principales de conflit qui sont au cœur des problématiques d'affrontement géopolitiques majeurs et de plus en plus violents.

### ***1) Le terrorisme est-il la cause première des désordres du monde ?***

Quelques remarques de bon sens s'imposent ici.

Il est d'abord très salutaire de faire la comparaison entre le nombre annuel de victimes produit par le terrorisme depuis le 11 septembre 2001 et celui des accidents de la route survenus dans le monde chaque année ou celui des typhons de natures diverses qui affectent l'Asie ou le continent américain, celui des victimes des épidémies, tel le Sida, ou encore les victimes des famines ou de la malnutrition qui affectent encore de vastes régions du monde<sup>5</sup>. Cette comparaison montre bien que si le terrorisme est certes repoussant, le nombre de victimes qu'il produit annuellement est d'une ampleur tout à fait réduite par rapport aux autres causes de décès de victimes dans le monde. On peut aussi évoquer les très nombreuses guerres récentes, telles que celle du démembrement de la Yougoslavie, ou les guerres destinées à combattre le terrorisme, comme celles d'Afghanistan et d'Irak ou la guerre menée par Israël au Liban durant l'été 2006, sans parler du génocide du Ruanda en 1993-1994 (800 000 victimes) ou des massacres du Congo.

Le terrorisme est donc un phénomène aux conséquences réduites par rapport au nombre de victimes injustifiées dans le monde, dont la mort résulte le plus souvent de l'augmentation des risques de natures diverses (écologie et catastrophes naturelles, moyens de transports sophistiqués à grande vitesse, pandémies, injustices dans la

---

<sup>5</sup> Rappelons que le terrorisme de toute origine a fait 5720 victimes depuis 2001, dont 2997 pour les attaques du 11 septembre 2001. Les accidents de la route, rien qu'en Europe, ont causé la mort de plus de 214 000 personnes entre 2001 et 2005. En 2002, suivant un rapport des Nations Unies cité dans un article de la très sérieuse revue médicale *The Lancet* (n° 9521 du 6-12 mai 2006), le nombre de morts dû aux accidents de la route dans le monde s'est élevé à 1,2 millions de personnes, cependant que le nombre de blessés a atteint le chiffre monstrueux de 50 millions. Le coût de ces accidents est estimé à 518 milliards de dollars. Le tsunami de décembre 2005 a causé la mort ou la disparition de près de 300 000 personnes.

distribution des revenus et des moyens d'accès à une nutrition suffisante, Etats défailants à empêcher des massacres internes, etc...).

Il est aussi intéressant de constater que le plus grand nombre d'opérations terroristes spectaculaires a lieu dans le monde musulman lui-même (Egypte, Indonésie, Pakistan, Maroc, Algérie, Arabie saoudite, Turquie) par des groupes dits « jihadistes » ou « takfiristes »<sup>6</sup> qui contestent l'ordre existant du monde, tout comme les anarchistes russes l'ont fait à la fin du XIXème siècle et au début du XXème siècle ou encore comme les groupuscules d'extrême gauche en Europe ou au Japon dans les années soixante ou soixante dix du siècle passé ou, plus près de nous, certaines guérillas d'Amérique latine, notamment les mouvements de type Sentier lumineux ou les FARC colombiennes. Il s'agit du terrorisme exprimant « un malaise de civilisation » particulièrement aigu, accompagné de situations socio-économiques spécifiques, une crise d'institutions politiques et d'autorité légitime, le reliquat de rêves messianiques et millénaristes engendrés par les idéologies de source religieuse ou laïques. Ce terrorisme ne peut être combattu que par des moyens renforcés de police en attendant des évolutions et réformes sociales qui suppriment progressivement les causes du phénomène.

Ce terrorisme de nature très spécifique est à distinguer d'une autre forme d'action violente très répandue dans l'histoire récente de l'humanité, qui conteste une occupation de territoires par une armée étrangère. Ce terrorisme était jusqu'à récemment qualifié de « résistance » à caractère légitime, quelle que soit la nature de la bannière idéologique, religieuse, ethnique, nationale, ou même transnationale, lorsqu'elle se réclame d'une idéologie de type universel (communisme). C'est bien le cas de la résistance opposée en Palestine par le Hamas et au Liban par le Hezbollah. Le seul traitement efficace et rapide de ce type de résistance légitime consiste à supprimer l'occupation étrangère et à restaurer l'indépendance et la dignité des populations qui continuent de subir de longues années d'occupation.

Ce terrorisme/résistance n'est pas non plus à confondre avec le terrorisme qui veut lutter contre ce qui est perçu comme une domination insupportable d'un groupe hégémonique qui gère un territoire, comme dans le cas de la résistance Tamoul au Sri-Lanka, du terrorisme corse, de celui de l'IRA irlandaise ou du mouvement kurde PKK de résistance en Turquie, ainsi que l'ASALA arménienne, de l'ETA basque ; ces mouvements visent aussi une indépendance ou à une autonomisation poussée de la population concernée.

Le discours des décideurs occidentaux et la littérature onusienne sur le terrorisme, en englobant dans un même vocable des violences aux causes totalement différentes ne facilitent guère l'analyse calme et froide du phénomène et donc du traitement qu'il faut lui appliquer pour le réduire. Il pousse à l'amalgame permanent entre « islam » et « terrorisme », en dépit des situations diverses et hétéroclites qui ne concernent pas toutes des musulmans ou qui peuvent viser à la subversion des sociétés musulmanes elles-mêmes.

---

<sup>6</sup> Les deux catégories pratiquent la lutte contre les infidèles, mais les seconds mettent plus que les premiers l'accent sur la lutte contre les musulmans devenus impies sous l'effet des moeurs modernes, le mot « takfiri » signifiant considérer comme païen avec la notion d'excommunication, alors que le mot « Jihad » signifie la Guerre sainte contre les non-musulmans agresseurs de sociétés musulmanes.

C'est pourquoi, tant que la dissociation n'est pas faite entre les différentes situations engendrant le terrorisme, la confusion ne pourra qu'augmenter dans les deux imaginaires opposés que nous avons décrits. Continuer sur ce chemin mène droit à la guerre généralisée. Combattre « le terrorisme » de façon aussi abstraite et décontextualisée, en déployant des armées dans plusieurs pays et envahissant certains d'entre eux, accusés faussement d'abriter des terroristes pour ce qui est de l'Irak, est une recette pour la catastrophe future. Elle ne produit en tous cas que plus de terrorisme. L'armée américaine aura perdu plus d'hommes en voulant punir les auteurs des attentats du 11 septembre que le nombre de victimes causés par ces attentats eux-mêmes<sup>7</sup>. De plus, les Etats-Unis ont dépensé environ 600 milliards de dollars pour financer les guerres militaires qu'elle a menées et qui n'ont en rien résolu le problème du terrorisme.

## ***2) Le problème est-il aux Etats-Unis et dans la nature de leur relation avec l'Europe ?***

L'opinion dans les sociétés occidentales est très divisée quant à la nature du pouvoir américain et l'appréciation de ses comportements, mais aussi quant à l'attitude à avoir vis-à-vis du gouvernement des Etats-Unis.

S'il est certain que beaucoup pensent le plus grand mal des néo-conservateurs au pouvoir et de George W. Bush et son vice-président Dick Cheney, l'opposition à la politique américaine au Moyen-Orient a été largement désarmée en Europe, ce qui laisse aux Etats-Unis le champ libre pour continuer sur leur lancée à l'extérieur du continent américain. L'opinion en Europe, et même dans le monde, est divisée quant à la qualification de cette politique. Elle peut, en effet être analysée de deux façons différentes. La première voit dans la politique américaine la concrétisation de la construction d'un empire global visant à la domination du monde ; la seconde, au contraire, n'y voit que l'expression d'un désir sincère de préserver le « monde libre », expression qui a survécu à la fin de la Guerre froide, d'agressions externes injustifiées.

Pour les uns, par ailleurs, les aventures militaires américaines dans le monde musulman sont le dernier sursaut de cette « hyperpuissance » économique et militaire entrée en décadence irrémédiable<sup>8</sup> ; pour d'autres, les interventions militaires américaines tout azimut dans le monde, plus particulièrement en Asie musulmane, sont perçues comme nécessaires pour préserver les fondations de la civilisation occidentale, menacée par les nouveaux barbares? Le vieux fond de peur d'une décadence qui frapperait le monde occidental, pareil à celle qui a frappé autrefois l'empire romain, alimente cette façon de voir. De Montesquieu à Spengler et Toynbee – qui a décrit si bien le risque présenté par les prolétariats intérieurs pour les sociétés de haute civilisation -, l'idée de la décadence ou du « déclin de l'Occident » hante la pensée politique occidentale. Le danger russe communiste écarté, la menace « barbare » est désormais celle du tiers-monde musulman en pleine expansion

---

<sup>7</sup> Rappelons, par ailleurs, que le nombre de victimes irakiennes de l'invasion américaine et des violences généralisées qu'elle a déclenchées est estimé à 600 000 à la fin de l'année 2006 (voir la revue médicale britannique *The Lancet* (October 11, 2006) qui publie une étude basée sur les travaux de chercheurs américains, réalisés en Irak).

<sup>8</sup> C'est notamment la thèse d'Olivier TODD, *Après l'Empire. Essai sur la décomposition du système américain*, Gallimard, Paris, 2002.

démographique, alors que les sociétés occidentales sont en déclin démographique. Dans cette perspective, les Etats-Unis, avec leur puissance militaire et leur désir de combattre sur tous les continents pour préserver la civilisation occidentale, qu'elle soit caractérisée par les valeurs judéo-chrétiennes ou les valeurs de la liberté et de la démocratie, doivent être soutenus et aidés sans hésitation<sup>9</sup>.

En fait, au sein même de l'Europe, les débats sur la politique extérieure américaine sont piégés et passionnel pour plusieurs raisons. Se réclamant de la tradition tocquevillienne, différents courants de pensée en Europe veulent voir dans les Etats-Unis, le régime politique idéal, fait d'équilibre et de mesure, en opposition à la folie des régimes issus des révolutions européennes, qui auraient fini par enfanter les deux monstres totalitaires qu'ont été le régime nazi et celui des soviets. Les dérapages actuels des Etats-Unis dans la guerre contre le terrorisme sont vus comme des « dommages collatéraux » modestes et supportables<sup>10</sup> ; la responsabilité de ces dommages serait, en tous cas, moralement imputable à la férocité de l'attaque subie par les Etats-Unis le 11 septembre 2001, ainsi qu'aux dangers d'une subversion islamique multiforme qui se manifeste un peu partout dans le monde. L'hypothèse implicite des partisans des Etats-Unis est bien que l'Occident est obligé de mener des guerres défensives et préventives contre un nouvel ennemi qu'ils estiment très clairement identifié (le terrorisme, inspiré par l'islamo-fascisme).

Un autre argument en faveur de la solidarité euro-atlantique invoque la reconnaissance que l'Europe doit avoir vis-à-vis de son allié américain qui est venu deux fois à son secours et a fait d'énormes sacrifices pour sauver l'Europe de l'enfer dans lequel elle était tombée par le déclenchement de la guerre 14-18, puis de celle de 39-45. Dans cette vision, cette reconnaissance doit être éternelle, car c'est aussi la puissance des Etats-Unis dans son expression foisonnante et multiforme, économique, scientifique, culturelle et militaire qui a eu raison du géant soviétique qui menaçait les libertés des peuples européens. Ce dernier s'est effondré de lui-même, rendant son tablier face au succès de la société démocratique ouverte sous la conduite des Etats-Unis et écartant définitivement le spectre d'un holocauste nucléaire. Critiquer les Etats-Unis serait donc moralement condamnable et le terme d'anti-américanisme en est venu à désigner, en fait, l'ingratitude infantile de tous ceux qui s'opposent à la politique du gouvernement américain. Toute velléité européenne de se séparer du géant américain serait donc suicidaire. Dans cette perspective, la solidarité atlantique, avec son corollaire de l'adhésion militaire à l'OTAN, est la seule voie raisonnable.

Peut-on, cependant, croire sérieusement que les Etats-Unis soient intervenus militairement par deux fois en Europe pour les beaux yeux des Européens ? Croit-on que la raison d'Etat s'embarrasse de considérations éthiques, morales, voir amoureuses (l'amour d'un pays ou d'un Etat pour un autre) ? Les Etats-Unis n'ont-ils pas d'abord, lors du déclenchement des deux conflits, adopté une politique de stricte neutralité vis-à-vis des Etats européens en guerre, pour n'intervenir que lorsque leurs intérêts vitaux ont été directement menacés ? Une intervention immédiate n'aurait-elle pas abrégé les deux guerres mondiales, voir ne les aurait-elles pas empêché, si le

<sup>9</sup> Voir Yves ROUCAUTE, *Le néoconservatisme est un humanisme*, PUF, Paris, 2005.

<sup>10</sup> C'est la thèse de Ghassane SALAME, *Quand l'Amérique refait le monde*, Fayard, 2005. Bien que critique vis-à-vis de la politique américaine depuis 2002, l'auteur montre une confiance sans restriction dans la capacité des Etats-Unis de retourner sans tarder à une pratique démocratique plus conforme à la morale internationale après le dérapage des dernières années.

gouvernement américain avait fait savoir qu'il considérerait toute attaque sur ses alliés traditionnels français et anglais comme une attaque contre les Etats-Unis ? Il y a dans la thèse de la solidarité existentielle entre l'Europe et les Etats-Unis une naïveté romantique évidente, une absence de bon sens et de sens des réalités, qu'il serait bon de commencer à analyser et déconstruire. Si le Général de Gaulle avait bien compris la nature de la politique extérieure américaine et avait tenté de rétablir de la raison dans la relation euro-atlantique, cette expérience fugace a été enterrée dans la mémoire de l'Europe.

La question n'est d'ailleurs même pas posée de savoir pourquoi l'OTAN survit à la fin de la Guerre froide alors que le danger militaire présenté par l'empire soviétique a disparu. Est-il vraisemblable que les groupuscules terroristes, dans la diversité de leurs natures et de leurs contextes, puissent mobiliser des forces militaires susceptibles d'envahir l'Europe ou les Etats-Unis, ce qui justifierait alors le maintien et le renforcement des structures militaires mises en place lors de la Guerre froide ? L'Europe n'est-elle pas vraiment à même de se défendre contre une invasion « musulmane » dont on ne sait d'ailleurs pas encore d'où elle viendrait ? Les armées européennes ne sont-elles pas en train de se déployer en Afrique, dans les Balkans, au Moyen-Orient, sous couvert de lutte contre le terrorisme au lieu de renforcer les défenses de l'Europe elle-même ? Pour avoir de bonnes raisons de maintenir vivante l'OTAN, il faudrait imaginer un scénario où la Turquie, alliée à l'Iran devenue effectivement une puissance atomique, aurait l'ambition de reconquérir l'Europe, comme elle a tenté de la faire du temps de l'Empire ottoman. Mais même dans ce cas, ne vaut-il pas mieux pour l'Europe concentrer ses moyens militaires sur le continent plutôt que de les éparpiller dans le sillage de la politique américaine aux quatre coins du monde ?

Il est important ici, en fait, de poser la question clé de la rationalité d'une automaticité de la solidarité entre l'Europe et les Etats-Unis. En effet, elle donne corps à la vision imaginaire d'une guerre de civilisation, succédant aux grandes guerres nationales puis à la guerre idéologique entre le bloc socialiste soviétique et le bloc capitaliste euro-atlantique. Il n'y a plus de fanatismes nationaux, plus de fanatismes idéologiques, mais des fanatismes civilisationnels où la religion jouerait le ciment de chacun des deux blocs<sup>11</sup>. Est-il vraiment bien raisonnable de voir le monde sous ce jour dans un système binaire, totalement factice, divisé entre bons et méchants ?

### ***3) Le monde méditerranéo-asiatique est-il la source des problèmes actuels ?***

Quelles menaces et quels dangers représentent aujourd'hui ce bloc ? La réponse se trouve dans une question préalable à celle-ci et notamment celle de l'existence d'une automaticité de la solidarité entre les composantes de ce bloc, similaire à celle qui règne dans le bloc euro-atlantique.

Il est curieux que les observateurs ne voient pas la nature hétéroclite de ce que l'on désigne très faussement comme « monde musulman » et encore moins sa faiblesse organique. Certes, le pan-islamisme est une idéologie relativement vieille née dans le contexte de la résistance de l'Empire ottoman à son démembrement par les puissance

---

<sup>11</sup> Voir sur ce point, Georges CORM, *La question religieuse au XXI<sup>e</sup> siècle. Géopolitique et crise de la post-modernité*, La Découverte, Paris, 2006.



coloniales européennes. Il n'a cependant jamais réussi à mobiliser les Etats musulmans existants pour faire face à l'Europe. L'Empire ottoman et la monarchie séfévide perse n'ont jamais fait cause commune contre le même danger, bien au contraire ce sont les guerres qui les ont opposées très longtemps qui ont épuisé ces deux puissances musulmanes et facilité le succès des entreprises coloniales européennes et russes. Depuis, la sécession d'une partie des musulmans des Indes et la création du Pakistan, les musulmans de ce continent, si puissants qu'ils aient été autrefois, ne se sont pas plus unis entre eux ou avec les Perses ou les Turcs ou même les Arabes. En réalité, les grandes structures d'empires ou sultanats musulmans ont définitivement sombré en 1918 avec l'effondrement de l'empire ottoman, ce qui rend très fantaisiste l'hypothèse favorite du Président Georges W. Bush suivant laquelle Ben Laden voudrait reconstituer un empire islamique pour conquérir le monde chrétien. On voit mal, à ce stade, ce qui pourrait amener à la reconstitution d'un tel empire.

Quant à l'Organisation de la Conférence des pays islamiques, née au début des années soixante-dix, sous la houlette de l'Arabie saoudite devenant un géant pétrolier, et de son allié pakistanais, sa raison d'être était clairement de réduire l'influence à la fois de la Ligue des Etats arabes et du Mouvement des non-Alignés, devenus très bruyants et plus proches de Moscou que de Washington. Cette organisation, pas plus que la Ligue arabe, d'ailleurs, n'a jamais réussi à réaliser le moindre degré de solidarité entre ses membres, encore moins à éviter la guerre ravageuse entre l'Irak et l'Iran, deux pays musulmans voisins, guerre qui a duré huit ans (1980-1988) et affaibli considérablement ces deux puissances régionales. Seule la fortune saoudienne et les canaux d'aide des Etats fortunés de la Péninsule arabique permet à cette organisation de continuer d'exister, sans que son existence ne produise un changement quelconque dans l'état de misère, de conflits et de discorde des pays musulmans. Cette zone dite « musulmane » du monde a été ou reste dévorée par les guerres civiles ou des troubles internes graves (Liban, Algérie, Soudan, Yémen, Somalie, Afghanistan, Pakistan), les rivalités de factions, l'hostilité de la plupart des régimes politiques les uns vis-à-vis des autres, la fuite des cerveaux, la renaissance des conflits ou des tensions religieuses à l'intérieur de la religion musulmane dont la diversité de pratiques et de dogmes ne se réduit pas à la seule opposition entre sunnite et chiite, mais comprend de nombreuses sectes encore survivantes des temps de la gloire et du pluralisme de la civilisation islamique. Pour une exception de développement économique réussie, la Malaisie, et deux cas spécifiques et très différents l'un de l'autre de cohésion nationale, le cas turc et le cas iranien, sans parler du club fermé des très riches monarchies et principautés pétrolières de la péninsule arabique qui sont des nains militaires, le reste du monde musulman est à l'abandon, hors de tous les circuits de puissance, de richesse et de connaissance scientifiques et techniques et, à fortiori militaires.

Aujourd'hui, cependant, le risque systémique pour la sécurité mondiale que présente le bloc méditerranéo-asiatique est non pas dans sa puissance militaire ou scientifique et culturelle, mais au contraire dans son état de faiblesse et de délabrement, qui favorise les interventions externes dans ses affaires et multiplie les incitations au terrorisme, dont se plaint tant le monde euro-atlantique.

Le bloc méditerranéo-asiatique peut-il devenir vraiment à un horizon temporel visible une menace de nature proprement militaire pour le monde euro-atlantique ? Il faudrait pour y croire adopter l'hypothèse que le terrorisme actuel qui s'exerce à l'intérieur des

sociétés musulmanes constitue le signe avant coureur d'un effondrement des régimes politiques usés et totalement ou partiellement impopulaires (Egypte, Pakistan, Arabie saoudite, Maroc, Tunisie, Algérie, par exemple, tous proches des Etats-Unis). De cet effondrement, dont pourrait par ailleurs résulter une série de guerres civiles plus ou moins longues, pourrait éventuellement naître une renaissance globale au cours de la quelle ces pays, en alliance étroite, mettraient sur pied une organisation militaire commune dans le but non seulement de bouter hors du monde musulman toutes les armées occidentales, mais aussi de prendre une revanche historique en tentant d'envahir l'Europe. Ceci supposerait, bien sûr, qu'à l'issue des troubles et guerres internes, les sociétés concernées, une fois leur unité retrouvée, puissent rapidement développer des capacités de production militaire, notamment en matière d'aviation performante et de moyens navals massifs. Il s'agit d'une hypothèse peu réaliste dans un horizon de temps raisonnable et qui ne tient pas compte des possibilités atomiques dont disposent les pays occidentaux qui pourraient effectuer des frappes préventives.

En réalité, arrivés à ce point de l'analyse, il faut examiner les risques de débordement du conflit israélo-arabe, que la responsabilité en revienne aux Iraniens, aux mouvements de résistance arabes qui se réclament de l'islam (essentiellement le Hamas et le Hezbollah) ou aux Israéliens et à leur protecteur américain. L'Etat d'Israël polarise, en effet, aujourd'hui, une symbolique contradictoire pour les deux blocs supposés antagonistes ; il sert de ciment positif ou négatif aux deux imaginaires enflammés et stimule des psychologies collectives exacerbées par la façon dont fonctionnent les médias, les recherches académiques et les discours flamboyants de certains chefs d'Etat dans l'un ou l'autre des deux blocs.

#### ***4) La normalisation de l'existence israélienne et Palestinienne au Moyen-Orient***

Quelques remarques de bon sens sont indispensables pour prendre la mesure de la complexité du problème israélien.

La naissance du Mouvement sioniste en Europe à la fin du XIXème, puis la première vague de colonisation des territoires palestiniens durant la première moitié du XXème siècle et la création de l'Etat d'Israël en 1948, sont des phénomènes majeurs. Leur dynamique, cependant, appartient exclusivement aux drames et traumatismes de l'histoire européenne. Les peuples du Proche-Orient arabe, Palestinien ou voisins de la Palestine, n'ont jamais été parties prenantes ou acteurs de cette dynamique exclusivement européenne. On a aussi trop souvent tendance à oublier que le problème créé par les persécutions exercées à l'encontre des communautés juives n'a concerné que le judaïsme européen (dit ashkenaze) et non l'ensemble des communautés juives sur d'autres continents.

L'Etat d'Israël, en tant qu'Etat des Juifs, comme l'appelait Hertzl, le fondateur du Mouvement sioniste, est donc essentiellement la résultante de l'histoire européenne et la conséquence du martyr des communautés juives européennes. Le rêve de rassembler tous les Juifs dans un même Etat, en dépit des efforts massifs réalisés pour transférer les Juifs non Européens en Israël, ne semble pas près se réaliser. Il se heurte à différents obstacles, dont l'opposition au sein même du judaïsme à l'idée d'un Etat juif, jugé incompatible avec les fondements même de la théologie juive ou à l'éthique

humaniste juive<sup>12</sup>. De plus, la lutte vigoureuse en Europe, comme aux Etats-Unis contre l'anti-sémitisme dont les formes racistes et théologiques aiguës ont aujourd'hui pratiquement disparues, rend peu probable la réalisation des conditions même d'une émigration massive des Juifs occidentaux, européens et américains, en Israël.

La démographie déclinante de la société israélienne et le tarissement des sources de l'émigration, face à la forte croissance démographique de la société palestinienne et des sociétés arabes environnantes, sont eux aussi autant de facteurs qu'il convient de prendre en compte dans tout scénario futur de la région.

Il est grand temps par ailleurs de prendre acte du fait que la construction d'un Etat palestinien est désormais impossible. Ceci est dû autant à la multiplication des colonies de peuplement et leur extension, qu'à la construction du mur de séparation, dont le principe même a été condamné par la Cour internationale de Justice en 2004, et qui isole entre eux encore plus les éventuels « bantoustans » palestiniens. Certes, l'émergence d'un Etat palestinien continue d'être à l'ordre du jour sur le plan des discours politiques et du thème ressassé à toutes les sauces de la « relance du processus de paix », toutefois un regard rapide sur une carte de la Cisjordanie qui se présente comme une peau de léopard entre un fonds blanc palestinien et les très nombreuses taches noires que sont les implantations israéliennes, montre bien que les discours des politiques sur la nécessaire création d'un Etat palestinien coexistant paisiblement avec l'Etat israélien sont totalement détachés des réalités du terrain.

Entre les tendances démographiques divergentes, israélienne et palestinienne, et l'impossibilité physique de la constitution d'un territoire palestinien en continu sur le terrain, la normalisation de l'existence israélienne et palestinienne au Moyen-Orient semble s'éloigner plutôt que se rapprocher. La seule perspective réaliste à long terme qui préserverait les deux populations israélienne et palestinienne serait une solution à l'Afrique du Sud, adaptée au contexte local. La règle de la majorité pourrait ne pas être mise en oeuvre, mais celle d'une démocratie consensuelle sur le modèle libanais ou suisse ou belge. De la sorte, citoyens arabes ou citoyens Juifs de tout le territoire de la Palestine historique seraient associés à la gestion d'un Etat commun, mettant fin au processus de violences ininterrompues dont les retombées régionales sont toujours aussi explosives.

Pour qu'une telle hypothèse optimiste se réalise rapidement, sans que de nouvelles violences n'éclatent durant de longues années encore, il convient de dépasser les traumatismes de l'histoire européenne qui ont donné naissance à l'Etat d'Israël et lui ont permis d'être, de fait, exempté de soumission aux règles reconnues du droit international classique et aux décisions successives de organes divers des Nations Unies. On ne manquera pas d'ailleurs de remarquer que les critiques se multiplient aux Etats-Unis même sur la politique d'alignement du gouvernement américain sur l'Etat d'Israël<sup>13</sup>. Le lobby pro-israélien est dénoncé, de plus en plus, comme seul responsable des dérapages de la politique extérieure américaine, en ignorant les facteurs internes américains, notamment la composante d'idéologie eschatologique des néo-conservateurs et néo-évangélistes qui voit dans le retour des Juifs en

<sup>12</sup> Sur ce point voir l'ouvrage très documenté de Yakov RABKIN, *Au nom de la Torah. Une histoire de l'opposition juive au sionisme*, Presses de l'Université Laval, Québec, 2004.

<sup>13</sup> Voir en particulier, John J. MEARSHEIMER et Stephen M. MALT, « The Israel Lobby and US Foreign Policy », *London Review of Books*, Vol. 28, N° 6, Mars 2006.

Palestine, un accomplissement de l'Histoire<sup>14</sup> ; de même, les racines du nationalisme de type biblique des Puritains qui ont vu dans la conquête de l'Amérique un nouvel Israël, ne sont pas évoquées pour expliquer pourquoi le lobby pro-israélien est si efficace. Aussi, la dénonciation de ce lobby, comme facteur explicatif clé de la crise, ne peut que faire revivre les vieux démons antisémites. Ces derniers se sont abreuvés à toute la littérature anti-Lumières, dénonçant la Révolution française comme une conspiration judéo-maçonnique<sup>15</sup>. Aujourd'hui, le destin de l'Etat d'Israël se joue peut-être dans les convulsions qui se préparent. L'histoire conflictuelle des idéologies européennes n'est décidément pas terminée et peu s'inquiètent de lui trouver un apaisement réel.

La rhétorique flamboyante du nouveau chef de l'Etat iranien et la crise internationale qui couve à propos de l'Iran constituent une nouvelle diversion à ces situations en quête de solution, mais qui ne peuvent venir que de l'intérieur de l'Europe elle-même.

### **5) *L'Etat iranien peut-il être la source d'une conflagration au Moyen-Orient ?***

Il est curieux de constater que l'attention du monde occidental s'est portée de façon beaucoup plus virulente sur l'Iran que sur la Corée du Nord. Cette dernière n'a pas signé le traité de non-prolifération, n'a pas caché le développement de son programme atomique militaire et en fait la démonstration. L'Iran est un cas tout à fait différent où ce pays, membre de l'AIEA et ouvert à ses inspections, est plus jugé sur ses intentions futures de vouloir se doter de la bombe que sur la réalité présente. La rhétorique anti-iranienne des Etats-Unis est particulièrement virulente, mais ses racines sont à rechercher dans les mésaventures subies lors de la révolution iranienne de 1979 et la prise en otage de l'ambassade américaine. Toutefois, lors de l'assagissement de la révolution et l'accession du très modéré Ahmed Khatimi (1998-2006) à la présidence de la république islamique d'Iran, les Etats-Unis n'ont pas saisi l'occasion d'une possible normalisation des relations.

Durant huit ans, le président iranien a prêché l'ouverture et le dialogue avec l'Occident. Il n'a guère réussi à infléchir la politique des Etats-Unis. L'arrivée d'Ahmadinajjad à la présidence de la République islamique d'Iran au début de l'année 2006 a été en quelque sorte une réaction à l'échec des ouvertures précédentes, échec qui remettait le vent en poupe aux nationalistes purs et durs. Depuis, la guerre des rhétoriques entre l'Iran et les Etats-Unis n'arrête pas et les bruits de botte se font entendre, de même que l'on assiste à un déploiement naval américain impressionnant dans le détroit d'Hormuz. De plus, outre la question atomique, il est reproché à l'Iran de nier l'Holocauste et vouloir détruire Israël, de soutenir le terrorisme, plus particulièrement les mouvements de résistance du Hamas, du Hezbollah, sans parler des accusations qui lui sont lancés, ainsi qu'à la Syrie, d'être responsable du chaos sanglant en Irak

Ici encore, quelques observations de bon sens sont nécessaires. Le très haut profil acquis par l'Iran dans le monde arabe et musulman résulte en grande partie de

<sup>14</sup> Sur la composante religieuse dans le nationalisme américain et son influence sur la politique extérieure américaine, voir Anatol LIEVEN, *Le nouveau nationalisme américain*, J.-C. Lattès, Paris, 2004.

<sup>15</sup> Pour une bonne compréhension de ces problèmes, voir Zeev STERNHELL, *Les Anti-Lumières*, Fayard, 2006.

l'attitude de soumission de beaucoup de régimes arabes vis à vis des Etats-Unis, en particulier ceux de l'Egypte, de l'Arabie saoudite et de la Jordanie et de leur indifférence au sort des Palestiniens ou à celui des Libanais lors de l'invasion par Israël du sud du Liban en 1978, puis celle de 1982 qui a amené l'armée israélienne jusqu'à Beyrouth, ou celle de l'été 2006. Les zones traditionnelles d'influence de l'Iran se situent hors du monde arabe, en Asie caucasienne et centrale et en Afghanistan. Depuis, la fin des grands royaumes perses au VIIème siècle, les Iraniens n'ont pas fait de guerres d'expansion, en dehors des guerres qui les ont opposés à l'empire ottoman lors du règne de la dynastie des Séfévides. Il serait difficile, en tous cas, à l'Iran de conquérir le monde arabe et de s'y installer et il est peu probable que le régime se lance dans une pareille aventure.

Plus inquiétante est la politique menée par certains Etats arabes qui reprenant les thèmes mis en avant autrefois par Saddam Hussein pour justifier sa guerre contre l'Iran s'efforcent de convaincre d'un danger imminent de subversion et de domination iranienne sur le monde arabe. Les trois Etats qui oeuvrent en ce sens, l'Egypte, l'Arabie saoudite et la Jordanie, sont les plus fidèles alliés des Etats-Unis ; ils se présentent comme des défenseurs du sunnisme en Islam contre une subversion chiite, alimentée par l'Iran. Un scénario de guerre civile inter-musulmane, comme il existe déjà en Irak occupée par les Etats-Unis, pourrait venir affaiblir encore plus dans la région toute velléité de résistance à l'ordre imposé par les Etats-Unis et Israël et, de façon générale, accepté par les pays de l'Union européenne. L'Etat iranien lui-même qui inclut de nombreux groupes ethniques, dont les Kurdes, ainsi que plusieurs millions de sunnites et de nombreuses sectes religieuses musulmanes ou autres, pourrait être victime d'une contagion. Une attaque américaine ou israélienne ou des troubles internes graves attireraient des interventions externes encore plus massives et nombreuses.

De plus, quelle que soit les sentiments que l'on puisse éprouver sur la nature du régime iranien, la crise actuelle à propos des activités nucléaires de ce pays pose dans toute son ampleur la question des critères à travers lesquels on peut accepter qu'un pays accède à l'arme nucléaire. Si le Pakistan, dont le régime n'est pas particulièrement démocratique et où l'islamisme prend depuis des années des formes particulièrement virulentes, a eu accès à l'arme atomique sans que cela ne suscite de protestations fortes ou de sanctions internationales, comment peut-on vouloir l'interdire à d'autres pays ? En dehors du club des cinq grandes puissances, membres du Conseil de sécurité de l'ONU, le Pakistan, l'Inde et Israël, sont trois pays qui l'ont acquise sans que cela ne suscite de crise internationale grave. Or la question du contrôle et de la limitation des armements nucléaires ou d'autres armes de destruction massive devra bien un jour être abordée de façon rationnelle et sans la passion qui caractérise aujourd'hui la discussion du dossier iranien.

En fait, dans le contexte d'extrême tension géopolitique dans la région, la situation iranienne pourrait bien être le déclencheur d'une guerre beaucoup plus large dont l'épicentre serait le Moyen-Orient. La Chine et la Russie n'y resterait pas indifférente et fournirait sûrement à l'Iran des armes et un appui de façon à contrer une nouvelle expansion de l'hyperpuissance américaine. On peut même légitimement inscrire, dans cette effort de réflexion prospective, l'hypothèse d'une guerre généralisée opposant le bloc euro-atlantique, dont les mécanismes de solidarité militaire sont toujours actifs à travers l'OTAN et qui dispose de contingents militaires déployés en Asie, d'un côté,

et une coalition qui se formerait autour de l'Iran, en cas d'attaque préventive américaine, et comprenant la Russie et la Chine, ouvertement ou par livraison massives d'armes, de l'autre côté. Les gouvernements arabes se diviseraient alors, encore plus qu'ils ne le sont aujourd'hui, entre ceux qui suivraient les Etats-Unis et ceux, comme la Syrie, qui confirmeraient leur adhésion au camp des défenseurs de l'Iran.

Il faut se demander par ailleurs si toute la rhétorique américaine sur le terrorisme et l'islamo-fascisme n'est pas un prétexte qui légitime l'abandon des règles classiques du droit international, comme cela s'était produit dans les années trente du siècle dernier. C'est cet abandon permet le déploiement des forces armées américaines et les contingents européens alliés dans le monde, déploiement qui serait essentiellement motivé par le souci de tenir en échec toute renaissance militaire russe ou toute extension de la puissance économique chinoise et sa transformation en puissance militaire. Une telle hypothèse paraît beaucoup plus « rationnelle » et susceptible d'être celle des militaires du Pentagone et du complexe militaro-industriel américain, que celle avancée dans les discours de George W. Bush sur la menace terroriste et celle de l'islamo-fascisme. Elle serait aussi en harmonie avec l'autre hypothèse évoquée ici d'une hyperpuissance américaine engagée dans une dynamique d'imposition de sa domination sur l'ensemble de la planète, après avoir gagné les deux guerres mondiales et la Guerre froide qui n'était pas moins mondiale que les deux autres. Peu importe ici pour l'analyse que l'invasion de l'Afghanistan et de l'Irak soit le signe avant-coureur d'une décadence ou celui d'une puissance toujours en expansion : le résultat sur le terrain est le même.

En tous cas, rien jusqu'ici n'a arrêté cette dynamique ; elle peut donc apparaître normale, naturelle et légitime, puisque la victoire a été chaque fois dans le camp euro-atlantique dont la solidarité n'a pas véritablement été ébranlée. Dans cette optique, et comme le plaide le président américain, le revers américain en Irak ne peut apparaître que comme momentané et l'invasion de ce pays justifiée par la recrudescence de terrorisme, qu'elle a pourtant provoquée. Un cercle vicieux est ainsi enclenché où la guerre contre le terrorisme déclenche encore plus de terrorisme qui justifie un renforcement du déploiement militaire occidental. Le déploiement militaire occidental depuis 2002 ne peut qu'inquiéter toujours plus la Chine et la Russie, deux puissances majeures, jusqu'ici relativement passives, pour des raisons différentes et propres à chacune d'elle, devant l'expansion de la puissance euro-atlantique.

*Conclusion : Désamorcer la politique de blocs reproduisant le schéma des guerres mondiales*

Il est urgent de désamorcer les nombreux éléments de crise qui caractérisent la situation volcanique du Moyen-Orient. Ces éléments rappellent ceux qui ont constitué la « poudrière » balkanique qui fit éclater la Première guerre mondiale. Par ailleurs, sur le plan de la structure des discours idéologiques virulents qui justifient les déploiements militaires euro-atlantiques, ils rappellent le mécanisme qui a mené à la Seconde Guerre mondiale. Le discours sur l'islamo-fascisme et le terrorisme n'est pas en effet sans rappeler celui sur le complot judéo-maçonnique, puis plus tard celui qualifié de judéo-bolchévique ou enfin celui sur la subversion communiste et les dangers du marxisme matérialiste et athée. En sens opposé, le discours sur la toute

puissance supposée des lobbies juifs nous replonge dans l'anti-sémitisme le plus crû, celui incarné par le Protocole des Sages de Sion.

Il est d'ailleurs curieux que dans le discours américain, seul soit mis en avant la guerre au terrorisme, sans que toutes les autres composantes de ce discours ne soient analysées et pesées. Ces composantes ont trait à la capacité que s'attribue le président des Etats-Unis et l'élite qui gravite autour de lui, de juger du bien et du mal à l'échelle mondiale, d'être la puissance militaire et morale au-dessus de laquelle ne peut exister une autre puissance, de pouvoir déclencher des guerres préventives en préjugant des intentions d'autres Etats, qualifiés de « voyous » ou de membres d'une « axe du mal ». Ce discours inquiétant, par ses ressemblances avec d'autres discours qui ont déjà mené le monde occidental à des catastrophes, mériterait d'être mieux pris en compte et discuté et commenté. En fait, quand nous constatons le nombre de discours aberrants et hostiles qui se déploient sur plusieurs registres et de diverses sources, sans contrepoids suffisants, il peut légitimement apparaître à l'observateur neutre que le monde semble bien être entré dans une phase de délires annonciateurs de violences de plus en plus généralisées.

Européens et Méditerranéens des deux rives auraient donc intérêt à mieux contempler l'éventualité des scénarios catastrophes qui pourraient gravement ravager l'ensemble euro-méditerranéen pour une cause qui n'est pas celle des peuples de cet ensemble et ce au seul profit de la puissance américaine ou russe ou chinoise. La solidarité de bloc « civilisationnel » que prêchent les Etats-Unis et leurs admirateurs en Europe, mais aussi les mouvements islamistes divers pour ce qui est de l'idée de l'existence d'une solidarité panislamique, est la voie royale vers un nouvel embrasement mondial. Cette solidarité, artificielle des deux côtés de la ligne de fracture, est maintenue par des manipulations des imaginaires collectifs et par l'opposition des mémoires historiques différentes. Il ne faut pas accepter sa solidification dans les rhétoriques aberrantes et irrationnelles qui se développent des deux côtés de la ligne de fracture, avec une ampleur sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Il faut donc qu'une réflexion critique puisse se développer pour lui faire contrepoids et que les différents scénarios d'évolution future soient bien analysés pour faire prendre conscience des dangers de la dynamique actuelle de confrontation.

Il ne s'agit sûrement pas de s'enfoncer les discours répétitifs et lassants du « dialogue » des civilisations pour faire contrepoids à la dynamique de la « guerre » des civilisations. En effet, ni l'ethnie, ni la religion, ni la civilisation, ne sont à elles seules, et par essence, responsables des guerres. Dialoguer sur ce présumé dangereux, c'est accepter sans restriction une fausse explication des conflits. C'est en faire l'hypothèse unique de discussions oiseuses de nature anthropologique et essentialistes sans fin et sans possibilité d'entente, ce qui justifiera à posteriori le déclenchement des hostilités et des violences.

Pour parvenir à un dialogue utile sur les questions de la guerre et de la paix et du droit international, il faut admettre d'abord que la guerre, au-delà des habillages idéologiques et anthropologiques qui lui sont donnés à titre de légitimation, est toujours le résultat de l'ambition des hommes, de facteurs objectifs de nature économique, démographique, géographique et politique. Elle est surtout, depuis deux siècles, le résultat de l'atteinte aux règles de bonne conduite internationale édictées entre les nations, auxquelles certaines d'entre elles refusent de se plier. Dialoguer sur

les religions ou les civilisations, plutôt que de dialoguer sur les enjeux réels des conflits qui se multiplient depuis la fin de la Guerre froide, contribue à enflammer les imaginaires et les fanatismes, au lieu de les calmer.

Seul un retour au respect intégral des grandes règles du droit international peut désarmer les dynamiques diverses d'hostilités et de conflits dans lesquelles nous vivons. Le droit international à double vitesse et les manipulations dont il fait l'objet surtout depuis la fin de la Guerre froide, la multiplication des exceptions à ce droit tantôt appliqué avec une rigueur aberrante dans certaines, tantôt mis au placard dans d'autres, est une recette non seulement pour décrédibiliser les valeurs démocratiques dans le monde, en particulier hors du bloc euro-atlantique, mais pour enflammer encore les esprits. C'est le nouveau chemin de la guerre généralisée qui nous attend demain, si l'on n'y prend pas garde.